

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

mars 2012

globule rouge

SPÉCIAL Ambroise Croizat

INFO

UNE MODERNITÉ À PARTAGER !

Nous avons décidé de réaliser un numéro spécial « Ambroise Croizat » du *Globule rouge info*, que vous avez maintenant entre les mains !

Il ne s'agit pas d'un numéro nostalgique. Nous considérons que l'œuvre de ce ministre des ouvriers est aujourd'hui d'une modernité totale !

Oui, la protection sociale est un bien précieux auquel nous sommes très clairement attachés. Il n'est pas question de la laisser détruire par le pouvoir et par le patronat, qui n'en a jamais voulu...

Nous croyons à l'actualité des concepts de la protection sociale, en particulier ceux de la sécurité sociale.

Ce n'est en rien dépassé ou ringard. C'est une utopie bien actuelle !

Le regard historique à plusieurs voix aide à mesurer la portée du message de l'époque, d'en mieux comprendre la profondeur.

Les concepts de solidarité, de financement solidaire sont tout aussi utiles aujourd'hui face à la guerre économique qu'au sortir de la seconde guerre mondiale. Ce qui a été possible à

l'époque l'est encore plus aujourd'hui !

Avec ce regard précis dans le rétroviseur, donnons-nous la force et la volonté de pousser le plus loin possible nos ambitions pour une santé et une protection sociale solidaires.

Oui, cette utopie est nécessaire et parce que nous

sommes réalistes, nous travaillons à la concrétiser aujourd'hui et maintenant !

La protection sociale, nous y croyons, car pour nous, c'est « **l'Humain d'abord** ».

Jean-Luc Gibelin

animateur de la commission
Santé/protection sociale



POUR
ALLER PLUS
LOIN

les livres de
Michel Étiévent

sur
Ambroise Croizat
sont publiés
aux éditions Gap

nos propositions sont
dans l'ouvrage :

**Pour une santé
et une protection sociale
solidaires**

éditeur Le temps des cerises

AMBROISE CROIZAT ou l'invention sociale

« Jamais nous ne tolérerons qu'un seul des avantages de la sécurité sociale soit mis en péril. Nous défendrons à en perdre la vie et avec la plus grande énergie cette loi humaine et de progrès »

Cette phrase, prononcée par Ambroise Croizat lors de son dernier discours à l'Assemblée nationale le 24 octobre 1950, devient slogan brûlant d'actualité à l'heure du détricotage de nos acquis. Il sonne comme un hommage à un parcours qui a fait du « bâtisseur de la sécurité sociale » l'un de ceux qui ont forgé la dignité de notre identité sociale.

Il faut rappeler ce chemin entamé un 28 janvier 1901 dans l'éclat des fours de Savoie où son père, Antoine, est manoeuvre. En cette aurore de siècle, dans la cité ouvrière de Notre-Dame de Briançon, on vit la misère qui court les pages de *Germinal*. Pas de sécurité sociale, pas de retraite. L'espoir, c'est le père d'Ambroise qui l'incarne. Fondateur du syndicat CGT, il lance la première grève pour une protection sociale de dignité. Il l'obtient, mais de vieilles revanches l'invitent à s'embaucher ailleurs.

Michel Étiévent



1907. UGINE, autre grève, errance obligée vers Lyon. C'est là qu'Ambroise prend le relais du père. À 13 ans, il est ajusteur. Derrière l'établi, les mots du père fécondent : « Ne plie pas petit. Le siècle s'ouvre. » Ambroise adhère à la CGT. À 17 ans, il anime les grèves de la métallurgie.

Reste à faire le pas. Celui de Tours, où il entre au PCF. « On le voyait partout, dit un témoin, devant les usines, au cour d'une assemblée paysanne. Proche du peuple d'où il venait ».

Antimilitarisme, anticolonialisme tissent les chemins du jeune communiste. 1927. Il est secrétaire de la fédération des métaux CGTU. « Militant ambulante », un baluchon de *Vie ouvrière* à vendre pour tout salaire. Commence un périple au fil duquel il anime les révoltes de Marseille et du Nord tandis que sur le terreau de la crise germe le fascisme. « S'unir, disait-il, pas unis, pas d'acquis ! » Ces mots, il les laisse au cours des luttes où se dessinent les espérances du Front Populaire.

En 1936, Ambroise est élu député du PCF dans le 14ème. Il impose la loi sur les conventions collectives. Présent à Matignon, il donne, aux Accords du même nom, la couleur des congés payés et de la semaine de 40 heures.

Vient l'année noire, 1939. Arrêté le 7 octobre avec 35 autres députés communistes, il est incarcéré à la Santé. Fers aux pieds, il traverse 14 prisons avant de subir les horreurs du bagnes d'Alger.

Libéré en février 1943, il est nommé par la CGT clandestine à la commission consultative du gouvernement provisoire autour du Général de Gaulle. Là, mûrissent les rêves du CNR. La sécurité sociale, bien sûr, dont le postulat colore le programme de mars 1944 : « Nous, combattants de l'ombre, exigeons la mise en place d'un plan complet de sécurité sociale vivant à assurer à tous les citoyens des moyens



Ambroise Croizat ou l'invention sociale

d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail avec gestion par les intéressés et l'État ».

À la tête d'une commission de résistants, Ambroise trace dès l'été 1943 les moutures de ce qui allait devenir l'un des systèmes sociaux les plus enviés au monde. « Dans une France libérée, nous libérerons le peuple des angoisses du lendemain ! », écrit-il le 14 janvier 1944. C'est cette réflexion collective, mûrie par François Billoux, ministre communiste de la Santé, qui aboutit à l'ordonnance d'octobre 1945.

Le texte écrit, reste à bâtir. Le chantier débute en novembre 1945 quand il est nommé au ministère du Travail. 138 caisses sont édifiées en 2 ans, sous sa maîtrise d'œuvre, par un peuple anonyme, après le travail ou sur le temps des congés.

Pierre Laroque, technicien chargé de la mise en place du régime, déclarait en 1947 : « En 10 mois et malgré les oppositions a été construite cette structure solidaire alors que les Anglais n'ont pu mettre en application le plan Beveridge, qui date de 1942, qu'en 1948. Il faut dire l'appui irremplaçable d'Ambroise Croizat. Son entière confiance manifestée aux hommes de terrain est à l'origine d'un succès aussi remarquable ».

Rappelons combien le rapport de force de l'époque permit la naissance de l'institution : un PCF à 29 %, 5 millions d'adhérents à la CGT qui a joué un rôle fondateur, une classe ouvrière grandie par l'héroïsme de sa résistance, un patronat sali par la collaboration.

Là ne s'arrête pas l'héritage. Ambroise laisse à l'agenda du siècle ses plus belles conquêtes : la généralisation des retraites, des prestations familiales uniques au monde, les comités d'entreprises, la médecine du travail, les statuts des mineurs et des électriciens et gaziers (cosigné avec Marcel Paul), la prévention dans

l'entreprise, la fonction publique, la reconnaissance des maladies professionnelles...

« Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul des avantages de la sécurité sociale. » Un cri, répété, pour que la Sécurité sociale ne soit pas une coquille vide livrée au privé, mais demeure ce qu'Ambroise a toujours voulu qu'elle soit : un vrai lieu de solidarité, un rempart contre le rejet et l'exclusion.

Ambroise meurt en février 1951. Ils étaient un million pour l'accompagner au Père-Lachaise. Le peuple de France, « celui à qui il avait donné le goût de la dignité », écrivait Jean-Pierre Chabrol dans *l'Humanité* du 18 février 1951.

Michel Étiévent

lors de l'Université d'été du PCF 2011
Michel Étiévent, Michel Katchadourian et Jean-Luc Gibelin



LA SÉCURITÉ SOCIALE est-elle moderne ?

Non, répondent en cœur : Alain Minc, « car depuis 1945, le monde a changé ! » – quelle trouvaille – et Denis Keesler, un idéologue du MEDEF qui affirme « il s'agit de **démanteler** méthodiquement le **programme du CNR** ». Pour revenir à la charité ?

Donc, la Sécu serait dépassée, ringarde, un fardeau, pesant sur la compétitivité des entreprises de notre pays, dans un monde en compétition ! Essayons d'y voir un peu plus clair, « Y'a quelque chose qui cloche la dedans », comme le disait Boris Vian.

Notre système de protection sociale est le fruit de notre histoire. Le besoin de se protéger a longtemps été renvoyé à la charité, à la solidarité familiale dont les limites apparaissent rapidement. C'est un besoin antérieur au mode de production capitaliste. Avoir beaucoup d'enfants constituait la meilleure garantie des vieux jours, la solidarité entre les générations était assurée à l'intérieur de la famille. Ce système existe encore dans les pays sans protection sociale solidaire organisée. Les socialistes, Jaurès notamment, vont opposer l'assurance à la charité au début de l'ère industrielle.

Les premières formes de protection sociale seront des créations ouvrières. C'est l'invention d'un méca-

nisme de solidarité. Les risques, ce sont la perte de l'emploi et les maladies, dont beaucoup sont professionnelles. La vieillesse est redoutable, souvent accompagnée d'invalidité, d'une mort désespérée à l'hospice. En réaction à cette situation « misérable » vont naître les premières *Sociétés de secours mutuels*.

Les mutuelles ouvrières habitueront les travailleurs à discuter de leurs intérêts communs, elles vont les conduire à se concerter pour résister aux empiètements du capital. Être en commun un peu d'argent pour assurer une aide à la famille en cas d'accident, mais aussi plus subversif, afin tenir un mouvement de grève avant l'apparition des syndicats !

Le développement du capitalisme se poursuivant, les difficultés de l'existence aussi, qui font que mutualités et résistances corporatiste seront insuffisantes. On va donc passer au syndicalisme, etc. Parallèlement, il y a la formation d'une conscience politique qui monte.

Dans quelques activités relativement concentrées où les ouvriers sont organisés, disposent d'un emploi relativement stable, le patronat doit faire des concessions, mais il essaiera de les circonscire assez étroitement dans l'entreprise. Cette attitude est une constante de la stratégie patronale. Actuellement, elle marque très étroitement l'orientation de la démarche du MEDEF qui privilégie l'entreprise. et les accords groupe assurantiels au détriment de la sécurité sociale universelle !

Paradoxe, les ultras libéraux des années 2000 trouvent que 1945, ça date, mais eux ils font la promotion d'un système antérieur, un retour aux années 1900 ! On va continuer un peu de récurer les paradoxes et le fond de la marmite libérale.

La création de la Sécurité sociale, l'arrêt dans le gosier du capitalisme et de ses serviteurs zélé-e-s

La maturation des idées sociales au sein de la Résistance se retrouve dans le Programme du CNR qui se prononce pour « un plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion



la sécurité sociale est-elle moderne ?

appartenant aux représentants des assurés et de l'État » et « une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ».

En 1945/46, la Sécurité sociale s'impose comme une pièce essentielle des réformes voulues par la nation au sortir de la Résistance. Le modèle français est une synthèse originale et constitue l'une des réalisations la plus durable issue de la Libération.

Une des idées véhiculée dans les années 80/90 pour préparer les contre-réformes que nous subissons, sera de réécrire l'histoire. En affirmant que la Sécurité n'était pas une « conquête sociale » « mais un système souhaité par le capital afin d'accroître la productivité et les profits » ! Cette critique négative de la Sécurité, en passant par la Gauche, trouvera malheureusement un certain écho !

Mais affirmer cela, c'est aussi admettre que la Sécurité sociale joue un rôle positif sur la conjoncture économique par le maintien du niveau de vie. La réduction des inégalités devant l'accès aux soins, l'aide aux familles, le maintien de la retraite, les pensions d'invalidité atténuent les effets de la crise. Elle concourt à une force de travail en meilleur état, donne de l'espérance, de la sécurité, ce qui porte des effets positifs pour la « productivité ». Qui pourrait se plaindre de cet apport à la « modernité » ?

La Sécurité ne serait pas une conquête sociale ? Toute l'histoire de la Sécurité sociale démontre qu'elle est bien la résultante de longues luttes sociales et politiques, des mutuelles ouvrières au CNR.

C'est aussi le résultat d'un compromis avec les forces réactionnaires qui n'en voulaient pas, qui ont lutté contre ; il restera, après sa mise en place, à construire l'assurance chômage, les décès, la perte d'autonomie. Depuis 1947, par délégation de l'État, les mutuelles de fonctionnaires gèrent le régime obligatoire de Sécurité sociale. 1947, c'est aussi l'année où le général de Gaulle se sépara des ministres communistes ! Et très vite, les contre-réformes vont pleuvoir !

Et c'est toujours l'action et la lutte des citoyens qui est indispensable aujourd'hui pour la défendre et l'actualiser au niveau des besoins du XXI^e siècle, obtenir le 100% !

Et maintenant ! L'offensive contre la sécurité sociale continue, via la constitution d'un « front » formé par les compagnies d'assurances, les complémentaires santé/prévoyance multi-cartes.

Une privatisation rampante du système de santé s'accélère, accompagnée des déremboursements, franchises, forfaits, taxes. Les États-Unis, dont le système de santé déjà très libéral constitue « un cancre exemplaire », sont devenus le rêve des chercheurs d'or de la santé. Ce n'est pas en effet le moindre des paradoxes de voir la plupart des autres systèmes s'aligner sur les USA, alors même qu'il a le triste privilège d'être à la fois l'un des plus coûteux et l'un des moins performants parmi les pays dits « développés ».

Les remèdes appliqués sont pires que le mal. Les cures d'austérité, les saignées mises en œuvre se traduisent par une nouvelle remontée du chômage, de la précarité, une baisse du pouvoir d'achat des salaires, de nouvelles attaques contre la protection sociale et les services publics.

Le financement du système de protection sociale est fragilisé par l'explosion des prélèvements financiers vers le capital, par les réductions des prélèvements publics et sociaux par les montées des coûts sanitaires liés à la précarité, au manque de politiques préventives, au développement des conduites addictives.

Les retards pour l'accès, à la prévention, aux soins, aux médicaments, engendrent des dépenses sanitaires plus lourdes à terme, notamment à l'hôpital !

C'est devenu une nécessité, rompre avec les dogmes de la théorie économique qui présentent le financement de la protection sociale comme un handicap pour l'économie où les cotisations sociales sont considérées dans cette conception comme un obstacle pour l'emploi, dans la mesure où elles seraient sensées élever de façon excessive le coût du travail.

Au contraire, le financement de la protection sociale via les cotisations sociales, constitue un facteur, de démocratie sociale, de développement des ressources humaines, un moteur pour la progression de la productivité du travail, un autre type de croissance plus bénéfique pour l'emploi, pour le bien commun.



la sécurité sociale est-elle moderne ?

Le processus de fiscalisation est une attaque contre la démocratie sociale.

La gestion de la sécurité sociale par les assurés eux-mêmes, via leurs représentants syndicaux élu(e)s démocratiquement va de pair avec les cotisations sociales. Pourquoi avoir supprimé les élections des administrateurs par une loi en 2004 et de fait depuis 1983, sinon à vouloir faire taire le débat contradictoire, ne pas mettre en lumière les projets alternatifs face à cette casse organisée au profit des assurances, des marchés financiers ?

La sécurité sociale est-elle moderne ? La réponse est oui, dans le cadre d'une construction d'un nouveau système social en France et dans l'Union européenne, avec une Sécurité sociale rénovée, en lien aussi avec une sécurisation de l'emploi, de la formation, du revenu qui pourrait ouvrir une issue de progrès à la crise systémique en cours.

Notre projet, une sécurité sociale au plus haut niveau pour tous, dépasser les systèmes CMU financées à 100% par ceux qui peuvent encore se payer une complémentaire santé. Culpabilisantes, stigmatisantes, les solutions spécifiques pour les pauvres sont de pauvres solutions pour ceux qui en bénéficient. Elles créent des relations mortifères entre les citoyens, renforcent un système économique fondé sur la division entre les producteurs.

Aller vers le remboursement intégral pour répondre aux besoins de santé de protection sociale, en passant par la diminution immédiate pour toute et tous du reste à charge, pour l'optique, le dentaire, les appareillages, les médicaments, supprimer la loi HPST, les franchises, les forfaits, c'est possible !

L'humain d'abord !

Michel Katchadourian

parole d'élu

L'Humain d'abord et « les jours heureux »



par **Guy Fischer**
sénateur du Rhône
groupe Communiste,
Républicain et Citoyen

Souvent, durant les interminables séances de nuit, au Sénat, lors de l'examen des projets de loi de financement de la Sécurité sociale successifs, je me prenais à penser à Ambroise Croizat. À ce communiste visionnaire, ministre du Travail et de la Sécurité sociale en 1945, et à ses camarades du Conseil national de la Résistance, au programme de gouvernement qu'ils avaient si bien nommé « Les jours heureux ».

Avec mes camarades du groupe Communiste, Républicain et Citoyen, nous nous disons souvent : « s'il voyait ça ! ». Ça, c'est la mise en pièces organisée, systématique, de l'œuvre humaniste et progressiste du CNR. Du plus précieux de notre héritage.

Dans ces travées, nous avons combattu la contre-réforme des retraites du gouvernement Sarkozy, nous avons combattu la casse de l'hôpital public, les franchises médicales et bien d'autres forfaits contre notre système de protection sociale solidaire.

Car droite et patronat ont une idée-fixe : le démantèlement de tous les acquis issus des grands mouvements sociaux de notre histoire, des Lumières à Mai 68, en passant par la Révolution française, le Front populaire, la Résistance.

Et inutile de préciser que le mouvement s'accélère depuis l'accession au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007.

Avec un cynisme sans pareil, ils n'ont cessé d'œuvrer pour nous imposer le modèle anglo-saxon ou allemand, privatiser notre protection sociale, faire de l'hôpital une entreprise, de la santé une marchandise.

Nous sommes aujourd'hui en plein recul de civilisation. Il est urgent de se saisir des prochains scrutins pour les empêcher de nuire.

En ce sens, notre credo « L'humain d'abord » du Front de Gauche n'est finalement que le prolongement des « jours heureux » du CNR dont la modernité n'a pas pris une ride.

LIBÉRER LE PEUPLE des angoisses du lendemain

allocution de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF
lors de l'hommage à Ambroise Croizat le 17 février 2012

« Dans une France libérée,
nous libèrerons le peuple des angoisses du lendemain »

Ces mots, rédigés en janvier 1944, sont ceux d'Ambroise Croizat dont nous honorons ce soir la mémoire et l'œuvre.

« Libérer le peuple des angoisses du lendemain », voilà la mission politique la plus noble qui soit et qui résonne si juste encore à nos oreilles en ces temps de crise généralisée.

C'était là la mission des forces de la Résistance, les objectifs du Conseil national de la Résistance et de son programme ; ce fut le travail gigantesque abattu par des femmes et des hommes vainqueurs du nazisme et du Régime de Vichy et bâtisseurs du nouvel avenir de notre nation après quatre années tragiques et terribles.

Ambroise Croizat, le « ministre des travailleurs », ainsi qu'on l'avait affectueusement surnommé de son vivant, fut de ces personnalités politiques auxquelles notre pays, notre République et notre démocratie doivent ses plus belles conquêtes sociales du Front populaire puis de la Libération.

Inventeur, fondateur, bâtisseur de la sécurité sociale, de la généralisation des retraites, des congés payés et de la semaine de 40 heures, des conventions collectives, du régime des prestations familiales, des comités d'entreprises, le statut des délégués du personnel, de la médecine du travail, de la reconnaissance de maladies professionnelles, de la prévention et du traitement des accidents du travail, du statut des électriciens et des gaziers, de celui de la Fonction publique... – autant d'exigences majeures, d'innovations sociales et politiques fondamentales qu'Ambroise Croizat sut, dans le travail collectif qu'il anima, faire naître et rendre réelles appuyé qu'il était dans son action par les luttes des travailleurs eux-mêmes depuis des décennies.

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale qui prend pour la première fois ses fonctions en novem-



bre 1945 n'a pas été spécialement formé aux affaires de l'État, il ne sort pas d'une grande école, c'est un ajusteur qui a commencé à travailler à treize ans, c'est un syndicaliste – secrétaire général du syndicat CGT de la métallurgie, c'est un militant communiste de la première heure qui possède – à l'instar de toutes celles et tous ceux qui viennent de se battre contre la Bête immonde et leurs complices français et, qui commencent immédiatement à reconstruire la France – Ambroise Croizat possède un sens aigu des responsabilités et du rôle de l'État, un sens aigu de la justice, de la justice sociale, un sens aigu du respect dû aux travailleurs et de la dignité qui est la leur à se battre pour changer leurs conditions de travail et pour une politique de progrès.



libérer le peuple des angoisses du lendemain

L'engagement d'Ambroise Croizat, son moteur, est le projet d'émancipation qu'avec ses camarades communistes, et syndicalistes, il porte, il élabore, il construit.

Et son fil rouge, son ambition, c'est la solidarité. « Faire société », dirait-on aujourd'hui, c'est faire vivre la solidarité de chacun avec tous, de tous avec chacun, dans tous les domaines, toute la vie. La solidarité, c'est ce lien, cette interaction entre chacun de nous, qui fait de nous des êtres humains, qui fait du « nous » une force du « je » et le « je » la couleur du « nous ».

Ambroise Croizat a su, toute sa vie durant, dans toutes les responsabilités qu'il prit et assumait, faire correspondre son action à l'invitation de son père ouvrier, lui-même fondateur du syndicat CGT à Notre-Dame de Briançon, qui, en 1914, lui avait glissé à l'oreille : « Ne plie pas petit. Le siècle s'ouvre ».

Oui, lorsque qu'après les emprisonnements (Ambroise Croizat, ancien député du Front populaire, fut des 35 députés communistes embastillés en 1939), les 14 prisons où il séjourna jusqu'à sa déportation au bagnon d'Alger, lorsqu'Ambroise Croizat est libéré en février 1943, c'est pour s'engager dans la clandestinité, c'est pour mener à terme ce combat pour une France libre et démocratique, pour ouvrir un siècle que fascistes et nazis ont cherché à clore.

Oui, lorsqu'en mars 1944, avec le Conseil national de la Résistance, il fait sien cette promesse : « Nous, combattants de l'ombre, exigeons la mise en place d'un plan complet de sécurité sociale vivant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le

travail avec gestion par les intéressés et l'État », c'est bien pour ouvrir un siècle de solidarité où l'épanouissement de chacun est la garantie de l'émancipation de tous.

Oui, lorsqu'il aide à la création des premières 138 caisses de Sécurité sociale gérées par les travailleurs eux-mêmes, le siècle, à nouveau s'ouvre : les travailleurs, prenant leur destin en main, offre un avenir à la France.

Si nous nous sommes réunis pour saluer la mémoire d'Ambroise Croizat ce jour, c'est pour signifier combien l'œuvre d'Ambroise Croizat reste vivante et d'une modernité absolue. C'est également pour adresser un message explicite au futur ex-président Sarkozy qui a détruit en cinq ans beaucoup de ce que des décennies de lutte avaient créé pour le bien commun.

En octobre 1950, nous rappelle l'historien Michel Etiévant, Ambroise Croizat prenait pour la dernière fois la parole à l'Assemblée nationale et prononçait des mots que nous, communistes de 2012 faisons entièrement nôtres : « Jamais, nous ne tolérerons que ne soit renié un seul des avantages de la Sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès. »

Nous le réaffirmons, au président sortant et à sa majorité, comme à ceux qui manqueraient de courage pour affronter les forces de la finance : nous serons de ceux qui se battront quoi qu'il en coûte, de ceux qui reconstruiront tout ce qui a été détruit et qui bâtiront ce qu'exige une société réconciliée avec sa propre humanité.

Santé, retraite, famille, mais aussi aujourd'hui, petite enfance, perte d'autonomie, sécurité d'emploi et de formation, notre ambition est de reconstruire ce que le sarkozysme a détruit et d'inventer ce que les nombreux défis de l'humanité nous imposent de créer.

Nous y parviendrons, notre peuple y parviendra, car contrairement à cette droite arrogante et revancharde, ce n'est pas la revanche qui nous anime, qui anime notre peuple, mais la justice. Et celles et ceux qui s'engagent pour faire régner la justice, dont chaque geste, chaque parole est animée de ce désir de solidarité et de justice sont, au regard de l'histoire, ceux qui se libèrent des angoisses du lendemains et qui font de chaque jour neuf, un pas de plus vers l'émancipation humaine.



photo Françoise Larouge

AMBROISE CROIZAT un grand ministre de la France

Ambroise Croizat est celui qui a mis en place la Sécurité sociale dans ce pays.

Dès sa libération des geôles pétainistes en Algérie en 1943, dans les organismes qui se mettront en place à Alger avec le général de Gaulle, il va être au cœur de la mise en place de la protection sociale et en particulier de ce que le Conseil national de la Résistance a proposé de mettre en place : « un plan complet de sécurité sociale visant à assurer, à tous les citoyens, des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail ». Il en sera l'un des principaux artisans comme président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée consultative à Alger.

Il est le secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie CGT, le plus importante de la Confédération, et n'oublions pas qu'à la Libération la CGT compte 5 millions d'adhérents et que le Parti communiste français est le premier parti de France approchant même les 30 % aux premières élections.

Pourtant, c'est Parodi, un gaulliste, ministre du Travail, qui signera le décret d'octobre 1945 de création de la Sécurité sociale. Quelques jours plus tard, Croizat devient le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, mission qu'il exercera jusqu'en 1947, date de l'éviction des ministres communistes par le gouvernement socialo-centriste de l'époque.

C'est lui qui mettra en œuvre quasiment ce que proposait le Conseil national de la Résistance.

Cela faisait partie du rapport de force de l'époque, si bien démontrée d'ailleurs, dernièrement, par Denis Kessler, revue Challenges, 4 octobre 2007 : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie ». Un hommage du vice à la vertu,, comme on dit.

Il va donc construire la Sécurité sociale aidé par un haut fonctionnaire Gaulliste, Pierre Laroque, spécialiste des assurances sociales.

Il le fera, permettez-moi l'expression, en prenant son bâton de pèlerin, et il faut bien dire qu'à cette

époque, en sourdine, certains disaient que ce plan est inapplicable face aux mutuelles, aux assurances sociales tenues notamment par des congrégations religieuses et surtout face aux médecins libéraux qui voient en la Sécurité sociale « un soviet » des communistes.

C'est lui qui fera voter le financement par la cotisation sociale des salariés et des entreprises, au grand dam du patronat, qui, à cette époque, a dû baisser pavillon, patronat dominé par le comité des forges qui avait collaboré avec l'Allemagne hitlérienne et dont certains de ses dirigeants faisaient partie du gouvernement de collaboration de Pétain à Vichy.

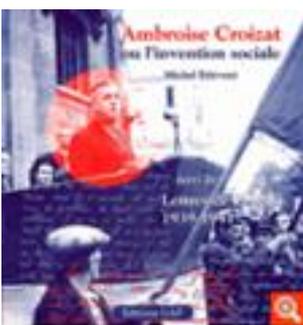
Il fallait la bâtir cette sécurité sociale, avec les militants et en particulier ceux de la CGT, Croizat fit appel aux Unions locales pour la construire, construction parfois faite de bric et de broc, avec des bâtiments provisoires montés en toute hâte pour recevoir les premiers assurés. Ce fut un succès et ceux qui attendaient l'échec du système en furent pour leur frais.

Il fit en sorte d'apaiser les craintes des médecins, de faire en sorte que les mutuelles s'inscrivent dans un rôle préventif, il embaucha tout le personnel de plusieurs centaines d'organismes d'assurances sociales et il mit en place les premières élections de la Sécurité sociale.

Cela mérite d'être dit et redit car après l'éviction des ministres communistes en 1947, tout fut fait, dans cette période de guerre froide, pour faire oublier le rôle de bâtisseur de la Sécurité sociale de Croizat et aussi de toutes les lois sociales qui en font le ministre le plus prolifique en matière de droit du travail inégalé jusqu'à aujourd'hui.

Dans des centaines de villes et villages, après sa mort à 50 ans en 1951, des rues, des stades, des maisons de la jeunesse, des lycées portent son nom et sa mémoire a été soutenue jusque maintenant par les militants communistes et cégétistes.

Il a fallu un colloque tenue par la Fédération des Métaux en 1991 (voir guide du militant) et plus tard le livre de Michel Étievent, *Croizat et l'invention sociale*, pour que le débat revienne sur la place publique et notamment par des articles dans *l'Humanité* et par un



un grand ministre de la France

travail acharné de la Fédération CGT de la Métallurgie et de son Institut d'histoire sociale pour que des initiatives soient prises pour sa reconnaissance officielle comme l'artisan principal de la création de la Sécurité sociale.

En 2009, enfin, une place de Paris porte son nom et indique le rôle joué par ce grand ministre du travail et de la Sécurité sociale.

Il a été banni pendant des années de la mémoire officielle, aucune allusion à son nom et à son rôle dans les documents du Comité d'histoire de la Sécurité sociale. Rien dans les dictionnaires. Rien dans l'évocation du centième anniversaire de la création du ministère du Travail.

Mais depuis cela a bougé : un comité d'honneur a été créé en 2008, il agit, il sollicite, il propose et nous venons de gagner une bataille, celle du dictionnaire illustré Larousse, qui, dans son édition 2011 a inscrit son nom et une explication: *Ambroise Croizat (Notre dame de Briançon 1901. Suresnes. 1951). Homme politique français. Ministre communiste du travail. (1945-1947). Il mit en œuvre toutes les grandes réformes sociales de la Libération (sécurité sociale, retraites, comités d'entreprises...)*. De même, son biographe, Michel Étiévent, vient d'obtenir la même chose dans le dictionnaire Robert. En plus, les dictionnaires électroniques Larousse et Wikipédia ont présenté la biographie de Croizat.

Je voudrais dire qu'avec le Comité d'honneur, nous avons fait le maximum pour faire reconnaître ce grand ministre, nous avons sorti des brochures, obtenu des inaugurations, nous avons surtout à travers ces inaugurations ou commémorations, fait connaître l'œuvre de Croizat et de ses compagnons de l'époque, nous avons aussi interpellé les pouvoirs publics locaux, régionaux, nationaux et surtout nous avons fait appel aux militants, comme au moment de la création des premiers bureaux de la Sécurité sociale, pour écrire aux éditions Larousse et nous savons que des centaines de lettres ont été envoyées s'étonnant que le nom de Croizat n'apparaisse pas dans le dictionnaire Larousse. C'est donc chose faite.

Maintenant, nous allons poursuivre, nous avons une bonne nouvelle : le comité d'histoire de la Sécurité sociale est disposé à faire connaître Croizat et nous propose de contribuer à ses publications.

prise de parole de Liliane Caillaux-Croizat
fille d'Ambroise, le 25 août 2011
à la Léchère devant la stèle



Nous avons aussi un autre objectif: obtenir qu'au ministère du Travail une salle porte son nom, de même actuellement nous réfléchissons à un film de fiction sur Croizat et nous allons nous adresser aux chaînes nationales de télévision pour qu'il en soit ainsi.

Ce combat ne vise pas à simplement à rappeler de manière nostalgique ces grands moments où les forces sociales du pays furent en mesure d'imposer de grandes conquêtes sociales, mais de montrer que tout est possible quand le mouvement social est uni comme il l'a été à cette époque et aujourd'hui. N'est-il pas nécessaire de rappeler tout ce contenu social au moment où la droite et le MEDEF veulent prendre leur revanche sur 1945 en prétextant de la crise pour remettre en cause tout cet édifice sociale remarquable ?

En parlant de l'œuvre de Croizat et de ses compagnons, en ce moment, nous contribuons aux luttes et nous incitons à ce que de nombreuses initiatives soient prises pour défendre et améliorer ces conquêtes sociales .

Bernard Lamirand

animateur du *Comité national pour la reconnaissance d'Ambroise Croizat comme le créateur de la Sécurité sociale*

CROIZAT à Lyon

Une bonne nouvelle : Croizat aura son nom à Lyon. En effet, le Conseil municipal de Lyon vient de délibérer ce jour et une allée Croizat, dans un grand espace commercial situé auprès de la Saône, vient d'être décidé.

Cette action pour la reconnaissance de Croizat à Lyon, ville qu'il a habité et travaillé dans sa jeunesse est un succès. Nous le devons au rôle joué par les conseillers municipaux communistes, par l'Institut d'histoire CGT/Rhône Alpes, dirigé par Roger Gay, son président.

L'accord de toutes les forces de gauche de la ville de Lyon, de son maire Gérard Colomb marque bien la reconnaissance de celui qui fut un grand inventeur social de la libération avec une socle social incomparable et qui fait encore l'envie bien au-delà de notre pays. Cet espace commercial verra le jour dans le premier semestre 2012.

L'Institut d'histoire CCT/Rhône-Alpes et la Région, celui de la métallurgie CGT, le comité d'honneur Croizat qui a appuyé cette décision lyonnaise, s'en félicitent.

Au moment où le pouvoir s'attaque aux racines mêmes de la Sécurité sociale, une telle décision rappellera à tous ceux, engagés pour le devenir de la protection sociale, que ce dirigeant syndical CGT, député communiste, ministre du Travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947, avait avec ses camarades et ses amis mis en pratique les grandes orientations en matière sociale du Conseil national de la Résistance.

Pourtant, c'était une période où la France sortait exsangue de la Seconde Guerre mondiale, qu'il fallait reconstruire le pays et ils n'hésitèrent pas à créer du social dans un pays dévasté.

Croizat construisait du social, et en face, aujourd'hui, dans une situation où la France est autrement plus riche, Sarkozy et Fillon font tout le contraire pour satisfaire l'appétit des banquiers et du patronat.

Gageons que cette initiative de reconnaissance de Croizat sera appréciée des Lyonnais et plus largement des salariés et retraités rhône-alpins.

Nul doute que ce sera un moment important que l'inauguration de cette allée Croizat à Lyon.

Roger Gay

président de l'IHS CGT/Rhône-Alpes

Bernard Lamirand

IHS Métallurgie

Comité d'honneur Ambroise Croizat

POUR UNE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE ET SOLIDAIRE

COLLOQUE

**mercredi 4 avril
de 13h30 à 18h**

en présence de
Pierre Laurent

**secrétaire national du PCF
président du Conseil national de campagne
du Front de gauche**

**au siège national du PCF
2 place du Colonel-Fabien Paris 19^e**

Au cœur du débat de civilisation, véritable enjeu politique, la protection sociale solidaire et universelle est aujourd'hui remise en cause.

Pourtant, chômage, reculs sociaux et dérèglements en chaîne montrent toute l'importance d'une véritable sécurisation sociale qui permette à la fois de résister à la brutalité des destructions humaines et collective et de préparer l'avenir.

Membre du Front de Gauche, le Parti communiste français prend l'initiative d'un temps de réflexion, d'échanges et de rassemblement, et par la même occasion veut apporter sa contribution à ce débat essentiel dans cette campagne.



LES TRAVAUX SE DÉROULERONT EN TROIS TEMPS :

- Quelques repères historiques sur les conditions de la mise en place de la Sécurité sociale, le choix de société d'Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail.
- De l'urgence d'une nouvelle démocratie sanitaire de proximité et de la couverture à 100 % par la Sécurité sociale :
 - rêve ou réalité révolutionnaire ?
 - comment mettre un terme au renoncement aux soins par rapport à la situation actuelle ?
 - quelle réforme de progrès, du financement alternatif à celle de la TVA et/ou à la CSG ?
- De la nécessité de se rassembler pour défendre et promouvoir la Sécurité sociale.

Nous considérons qu'il est opportun de lancer un rassemblement le plus large et le plus déterminé possible, pour ne pas laisser casser la protection sociale, mais aussi et surtout œuvrer à promouvoir une protection sociale solidaire pérenne au travers et au-delà des enjeux électoraux actuels !

Citoyens-usagers, militants et élus, travailleurs, retraité-e-s, salarié-e-s, chômeurs, jeunes... nous sommes toutes et tous concerné-e-s.

Les forces de gauche, le mouvement associatif et mutualiste, les organisations syndicales et professionnelles sont invitées à participer et à faire part de leurs propositions.

BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom, prénom :
Organisation (facultatif) :

à renvoyer par courriel de préférence : sante@pcf.fr
ou par courrier à : Jean-Luc Gibelin, commission Santé/protection sociale du PCF
2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris